AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES (LBA/FFI)

Initiatives de la Banque africaine de développement pour un renforcement de la gouvernance en Afrique

En bref : Investissements et partenariats

La Banque africaine de développement (BAD), à travers son **Département de la Gouvernance et des réformes économiques (ECGF)**, continue de jouer un rôle majeur dans la promotion de la gouvernance économique et financière sur le continent. En soutenant et en collaborant avec les pays membres régionaux (PMR), la Banque contribue à la lutte contre le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites. Grâce à des partenariats stratégiques et à des initiatives ciblées de renforcement des capacités, elle consolide la mobilisation des ressources internes, améliore les systèmes fiscaux et favorise la transparence financière afin de promouvoir une croissance durable et inclusive.

Investissement total	+ de 20 millions USD
Pays soutenus	+ de 20 dans toutes les régions d'Afrique
Projets régionaux	Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe
Partenaires clés	Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (**GIABA**), le Groupe anti-blanchiment en Afrique orientale et Australe **(GABAOA)**, l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'expression anglaise (**AFROSAI-E**),le Forum africain sur l'administration fiscale (**ATAF**), le Forum des administrations fiscales ouest-africaines (**FAFOA**), l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (**CABRI**), le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (**FCDO**).

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

1. Projets régionaux de renforcement des capacités en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et de lutte contre le financement du terrorisme (LFT)

La Banque finance plusieurs projets ciblés visant à renforcer les capacités en matière de LBA/LFT et à prévenir les Flux financiers illicites (FFI) dans les États en transition et fragiles, structurés autour de trois composantes principales : (i) les évaluations des risques LBA/LFT et l'élaboration de stratégies nationales ; (ii) le renforcement des capacités en matière de LBA/LFT ; et (iii) la gestion de projet.

Dans les États en transition d'Afrique de l'Ouest (GIABA)

Avec un investissement total de 4,8 millions USD, le projet, mis en œuvre par le GIABA, soutient le Burkina Faso, les Comores, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée-Conakry, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo, et se poursuit actuellement jusqu'en décembre 2026.



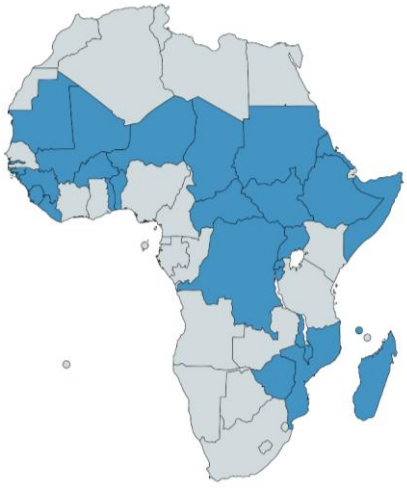
En Afrique de l'Est et australe (ESAAMLG)

Avec un investissement total de 5,4 millions USD, le projet, mis en œuvre par l'ESAAMLG, soutient le Burundi, l'Érythrée, Madagascar, le Mozambique et le Soudan du Sud, et a été lancé en juillet 2025.



2. Projet de soutien à l'intégrité et à la responsabilité financière en Afrique (AFIAP) – AFROSAI-E

Avec un investissement total de 2 millions USD, le projet soutient les pays éligibles au Fonds africain de développement (FAD) en renforçant la supervision et la redevabilité à travers l'AFROSAI-E. Il vise à accroître les capacités professionnelles pour la réalisation d'audits indépendants dans le secteur public, notamment en matière de Flux financiers illicites (FFI) et d'industries extractives, et doit s'achever le 31 décembre 2025.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

3. Appui national à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/LFT)

La Banque africaine de développement (BAD) fournit une assistance technique directe à travers ses instruments de prêt et hors prêt. Parmi les pays bénéficiaires figurent le Mali, la Somalie, le Soudan du Sud, le Libéria, São Tomé-et-Principe et le Nigéria. L'appui vise à renforcer les Cellules de renseignement financier (CRF), à élaborer des stratégies nationales de LBA/LFT, à soutenir les réformes juridiques et réglementaires en matière de LBA/LFT, ainsi qu'à renforcer les capacités institutionnelles.

L'assistance technique spécifique apportée aux pays membres régionaux (PMR) se présente comme suit :



Mali: Soutien à la réalisation de l'évaluation nationale des risques (ENR), au renforcement des capacités de la cellule de renseignement financier (CENTIF) et à l'élaboration d'une stratégie nationale de LBA/LFT.



Nigéria: Élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action nationaux de lutte contre la fraude.



Libéria: Réformes juridiques en matière de LBA/LFT, évaluations des risques, renforcement des capacités des agents des forces de l'ordre, acquisition d'un système de gestion des dossiers et sensibilisation de la société civile à la LBA/LFT.



São Tomé and Príncipe: Appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale de LBA/LFT.



Somalia: Deux projets appuyant la Banque centrale et le Centre de déclaration financière (FRC) : réformes juridiques et réglementaires, renforcement des capacités des agents des forces de l'ordre et du Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent (NAMLC).



South Sudan: Appui, par l'intermédiaire de l'ESAAMLG, visant à aider le pays à sortir de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI).

4. Lutte contre les flux financiers illicites liés à la fiscalité

Grâce au projet **FAFOA** (5,4 millions USD) et au projet **ATAF** (4 millions USD), la Banque renforce l'administration fiscale, favorise une gouvernance inclusive des ressources naturelles et améliore la transparence fiscale par le biais d'évaluations basées sur les risques et de la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations (AEOI).

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

5. Renforcement du dialogue politique et de la coopération internationale

En juillet 2025, le Vice-Président de la Banque a participé à l'**Initiative Team Europe** sur la **lutte contre les flux financiers illicites**, qui s'est tenue à **Séville, Espagne** en 2025. La **BAD** a souligné la nécessité de partenariats mondiaux et régionaux plus solides pour améliorer la **transparence financière** et le partage des **données**, renforcer les **capacités institutionnelles** et promouvoir l'adoption des **normes internationales**.

6. Promotion de la mobilisation des ressources internes et d'une fiscalité équitable

Lors du **Dialogue annuel 2025** du **Club de Madrid**, la **BAD** a souligné l'importance de la **mobilisation des ressources internes** pour le **développement durable** de l'Afrique et soutient les réformes fiscales, la digitalisation, le renforcement des capacités des administrations ainsi que la **coopération avec ATAF, WATAF** et CABRI pour favoriser l'apprentissage entre pairs, tout en plaidant pour des règles fiscales internationales plus équitables.

7. Promotion de la transparence de la propriété bénéficiaire

Le **Réseau africain pour la transparence de la propriété bénéficiaire (AfBOTN)** a été lancé en 2023 par la **Banque africaine de développement (BAD)** et le **Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni**, avec le soutien d'**Open Ownership**. L'initiative vise à renforcer la **transparence**, à accroître la **confiance des investisseurs** et à améliorer la **gouvernance**, tout en favorisant l'**apprentissage entre pairs** et le **partage des connaissances** à travers le continent. Elle soutient jusqu'à 15 pays dans l'établissement de registres publics de propriété bénéficiaire (BO) pour prévenir le blanchiment d'argent (ML), le financement du terrorisme et les flux financiers illicites (FFI).

Parmi les réalisations figurent un **exercice de cartographie des besoins couvrant 13 pays**, la création d'un répertoire en ligne de la législation BO, ainsi qu'une **réunion régionale aux Seychelles** (octobre 2024). En mai 2025, l'AfBOTN a élargi sa **collaboration avec le Sous-comité de l'UA sur la fiscalité et les FFI** à Lusaka.

